13 juin 2015 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts du gouvernement en faveur de la sécurité des Français, au Mans le 13 juin 2015.

Monsieur le ministre de l'Intérieur,
Monsieur le ministre de l'Agriculture,
Monsieur le maire du Mans,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les parlementaires aussi d'autres départements et les élus,
Mesdames, Messieurs,
Je voulais avoir avec vous une brève rencontre. Brève, parce que je sais les missions qui vous sont confiées à l'occasion des 24 Heures du Mans et je ne veux pas vous retenir trop longtemps. Je voulais néanmoins vous rencontrer pour, avec le ministre de l'Intérieur une fois encore, saluer l'action que vous menez pour garantir la sécurité de nos compatriotes. C'est la mission qui vous est confiée. Elle a toujours été délicate, complexe, nécessaire. Dans le contexte que nous connaissons, avec ce qui s'est produit notamment au début de cette année, notre responsabilité, et donc la votre, est encore plus élevée. Nous devons être vigilants, et c'est la raison pour laquelle nous avons placé le Plan Vigipirate à un niveau extrêmement élevé. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'Intérieur se dévoue, j'allais dire, 24 heures sur 24, pour garantir avec vous, forces de Police, forces de Gendarmerie, et tous les concours qui peuvent nous être apportés, la protection de nos concitoyens.
Lorsque s'ajoute un autre événement, comme les 24 Heures du Mans, qui va rassembler plus de 250.000 spectateurs, nous avons encore des tâches supplémentaires. Ces tâches sont d'éviter les incidents, de prévenir un certain nombre d'agressions. C'est d'être aussi conscients qu'il peut y avoir, parce que nous sommes maintenant avertis, des actions perpétrées par des groupes. Nous devons donc tout faire pour connaître, prévenir, dissuader, agir.
Je sais aussi qu'ici au Mans, vous avez à faire face, comme dans tous les départements de France mais on sait qu'il y a des zones plus difficiles à des délinquances, toutes les formes de délinquance, et notamment à des trafics. Le ministre de l'Intérieur, à juste raison, est très mobilisé pour la lutte contre les trafics. Nous savons que c'est à partir des trafics de drogues, des trafics d'armes, des trafics d'êtres humains qu'il peut y avoir le financement de groupes terroristes, ou le niveau de criminalité le plus élevé.
Ici au Mans, les effectifs m'ont été encore rappelés, 350 personnels de la Police et plus de 600 pour la Gendarmerie sont affectés pour la sécurité de nos compatriotes. Vous êtes nombreux, je l'ai dit, à être dans l'intervention pour les 24 Heures, et je voulais à la fois exprimer ma gratitude aux Forces de l'ordre de ce département, et en même temps vous faire une annonce, que j'ai déjà livrée au maire du Mans et à ses conseillers municipaux et que je veux ici confirmer. Il s'agit de la réalisation de l'Hôtel de Police à Paixhans, qui va donc s'installer dans l'ancienne école de Gendarmerie, là où déjà, de nombreux services de l'Etat se sont implantés ou ont été transférés. Le ministre de l'Intérieur m'a confirmé que les études seront achevées dès la fin de l'année et que les crédits nécessaires à la réalisation de l'opération ont été dégagés. Ce sont neuf millions d'euros dans le cadre d'une opération qui va s'élever à 30 millions d'euros.
C'est un projet qui était attendu, je le sais. Comme souvent, lorsque les projets sont trop longtemps attendus, on finit par douter de leur aboutissement. La parole que je viens de

longtemps attendus, on finit par douter de leur aboutissement. La parole que je viens de prononcer n'est pas une promesse ! Ce n''est pas simplement un calendrier ou une échéance ! C'est un engagement qui est d'ores et déjà traduit financièrement. Il n'y a plus de doute sur la décision, elle est prise. Il n'y a plus également d'appréhensions par rapport à des crédits budgétaires qui n'auraient pas été dégagés, ils sont là. Il faut donc maintenant procéder à la réalisation de ce nouvel Hôtel de Police qui permettra de regrouper tous les services, aujourd'hui dispersés sur six sites. Vous aurez ainsi une amélioration des conditions d'intervention et de travail pour vos effectifs.

J'ai dit ce que cela représentait comme engagement financier. Face à la délinquance, face à la nécessité de protéger nos concitoyens, j'ai voulu faire de la protection du pays et cela vaut aussi bien pour l'intérieur que pour l'extérieur, c'est-à-dire pour ce qui relève du ministère de Bernard CAZENEUVE, comme du ministère de Jean-Yves LE DRIAN j'ai voulu faire de la protection de notre pays une priorité. La France doit se faire respecter, partout. La République doit l'être tout autant ! Il n'y a aucun territoire où la République n'aurait pas sa place ou serait contestée. L'autorité de l'Etat doit être établie partout. Parce que l'autorité de l'Etat, c'est la liberté pour nos concitoyens. Il n'y a pas de contradictions. C'est quand l'Etat est ferme sur le respect de la loi, que les citoyens sont libres. Libres de circuler, libres aussi de manifester, libres également d'exprimer leurs croyances.

J'ai voulu donc que nous ayons plus d'effectifs. Depuis 2012, nous avons renforcé les moyens d'action des Forces de l'ordre. Je rappelle et je ne veux pas être trop long qu'entre 2007 et 2012, 13.000 postes qui avaient été supprimés. On ne peut pas les rétablir, même en cinq ans. Nous pouvons, en revanche et c'est ce que nous avons fait recréer des postes dans la Police et dans la Gendarmerie. Cinq cents nouveaux postes chaque année. Il y a eu, malgré toutes les difficultés budgétaires, toutes les contraintes que nous avons et les parlementaires en savent suffisamment là-dessus nous avons maintenu cet objectif et nous l'avons réalisé année après année. Cela continuera jusqu'à la fin de mon mandat.

Nous avons également c'était une initiative de Manuel VALLS qui a été reprise par Bernard CAZENEUVE créé des zones de sécurité prioritaire. Chaque fois que l'on crée une opération ou que l'on invente un nouveau sigle, on se pose toujours la même question : est-ce que cela va vraiment changer ? Est-ce que c'est de l'ordre d'une annonce ou c'est de l'ordre de l'effectivité ? Si je prends, à partir des chiffres qui m'ont été communiqués, si je prends les statistiques depuis la création de la zone de sécurité prioritaire au Mans, le nombre de cambriolage a chuté de 17 %. La lutte contre les trafics de drogues je sais que beaucoup ici s'y emploient enregistrent également des résultats très encourageants.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE, a l'occasion de le dire chaque fois qu'il s'exprime : la lutte contre les trafics de drogues, c'est la mère de toutes les batailles. Nous devons donc, là aussi, agir et agir également contre le blanchiment d'argent et l'économie souterraine. Les zones de sécurité prioritaire seront donc non seulement maintenues, non seulement préservées quant aux effectifs, mais également renforcées car nous savons que ce sont finalement ces zones-là qui sont les plus fragiles, qui sont les plus vulnérables dans notre pays et qui doivent donc être les mieux protégées.

Je veux également que les Forces de l'ordre se sentent soutenues. Soutenues par la population, c'est le cas. Vous avez eu des preuves de cette fraternité lors des manifestations qui ont suivi les attentats. Nous avons vu des scènes qui étaient d'une émotion très grande lorsque des citoyens, de tous les quartiers, de tous les âges, ont voulu exprimer leur soutien et leur encouragement après ce qui s'était produit. Parce que dans ces attentats, il y avait la volonté, de la part de leurs auteurs, de frapper les forces de sécurité, parce qu'elles représentaient la République. Nous avons donc voulu aussi, nous, les pouvoirs publics, vous exprimer notre soutien et notre gratitude. Je le fais aujourd'hui, non seulement à travers l'annonce de cet Hôtel de Police, mais à travers cette rencontre, et je vous demande de transmettre ce soutien, cet encouragement et cette gratitude à l'ensemble des effectifs.

Je n'oublierai jamais ce que font les policiers et les gendarmes, ce qu'ils peuvent avoir aussi comme blessure, parfois comme victime. Des missions extrêmement périlleuses sont remplies et

avec, là encore, des pertes qui peuvent être constatées. Les Français le savent, et je veux ici vous dire toute notre solidarité et avoir aussi un message à l'égard des familles des policiers ou des gendarmes qui ont pu être tués, blessés ou affectés dans des situations extrêmement difficiles.
Voilà le message que j'étais venu vous délivrer ici au Mans à l'occasion de cette grande compétition automobile. Vous dire que nous vous demandons beaucoup d'efforts en ce moment, et très régulièrement, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre me disent combien le Plan Vigipirate est exigeant, très exigeant. Parce que nous ne pouvons pas relâcher la pression. Nous pourrions, sur un certain nombre de sites, notamment avec l'été qui arrive, nous dire que nous pouvons alléger les présences. Toutes les informations dont nous disposons et elles sont graves ! nous confirment cependant que nous ne pouvons pas alléger les dispositifs. Si nous le faisions pour des raisons budgétaires ou des raisons sociales, ou des raisons humaines, il y aurait à ce moment-là une responsabilité qui pèserait sur nous. Cela exige alors effectivement de plus en plus de contorsions, y compris par rapport aux règles, par rapport aux congés et je sais que pour les militaires, les gendarmes et les policiers, c'est particulièrement difficile à vivre mais pas difficile à comprendre face à ces efforts, je voulais donc là encore saluer votre mobilisation, votre engagement, votre civisme et votre sens de la République. Parce que nous sommes tous dans le même pays avec les mêmes valeurs. Pour promouvoir ces valeurs, nous avons des autorités politiques.
Nous avons également des élus, que je voulais saluer, les maires, les élus, les conseillers municipaux qui, là encore, font preuve d'un engagement de tous les jours. Il y a aussi les forces de l'ordre, et ce sont elles qui permettent de donner confiance à la population et de savoir que, dans notre pays, dans la République, la liberté est protégée. Je voulais donc vous dire tout simplement ces mots-là, vous dire combien nous sommes fiers de l'action que vous menez et combien nous pouvons être fiers aussi de la République et de la France.